

Echauffourées entre la Police et d'ex-enfants soldats au Burundi

PANA, 05/05/2009 Bujumbura, Burundi - Quelque 340 ex-enfants soldats mécontents de leurs conditions de séjour dans un site de rééducation de Gitega, une ville du centre du Burundi, ont passé une bonne partie de la nuit de lundi à mardi à affronter la Police anti-émeute, occasionnant d'importants dégâts matériels, a-t-on appris de diverses sources concordantes dans la région. Les ex-enfants-soldats, mécontents de la qualité et de la quantité de nourriture servie dans le centre de rééducation, voulaient même encore dans les rangs des Forces nationales de libération (FNL) et avaient été acheminés des différents coins du pays jusqu'à Gitega dans le cadre du processus global de démobilisation, désarmement et réintégration (DDR) des combattants du dernier des sept ex-principaux mouvements rebelles burundais. Du riz et du haricot constitueraient le principal menu au quotidien des ex-enfants soldats qui seraient sortis du centre de rééducation pour exiger, en plus, au moins deux boîtes de sardines par jour et par individu, ont rapporté plusieurs correspondants de presse locaux, citant les témoignages des révoltés. La ration améliorée en sardines ne venait jusqu'à qu'une fois la semaine, selon les mêmes sources qui ont cité d'autres besoins, comme les habits sur mesure et les couvertures, que réclament les petits mutins pour rentrer dans les rangs. Des échos en provenance de l'intérieur du pays font également état de désordres causés par des milliers d'autres ex-combattants adultes des FNL qui n'ont pas apprécié d'être renvoyés à domicile avec un "maigre pécule" de seulement 100.000 Francs burundais (près de 100 dollars us), certains après avoir servi dans les rangs rebelles pendant une vingtaine d'années. On rappelle que, des 21.000 ex-combattants rebelles que revendiquaient les FNL dans leurs rangs, seuls 3.500 d'entre eux ont pu dénicher une place à la Police et à l'Armée nationale. Les chefs militaires et leaders politiques rebelles grognent également dans l'attente angoissée d'être fixés sur les places de responsabilité qui leur reviendront dans les différentes institutions du pouvoir central comme s'y est déjà engagé l'Etat burundais en contrepartie de la paix des braves.